

L214 : la cause animale dévoyée ?

ENQUÊTE. L'association antispéciste a réalisé une OPA sur les questions de bien-être animal avec des motivations et des financements troubles.

Par [Géraldine Woessner](#)

Modifié le 10/12/2020 à 16:05 - Publié le 10/12/2020 à 12:00 | Le Point.fr



L'association traque la maltraitance animale. Image d'illustration. © OLAF KRAAK / ANP / AFP

Il aura suffi de 24 heures. Le 4 décembre dernier, au lendemain de la publication d'une [vidéo choc](#) de l'association antispéciste L214 tournée dans un élevage porcin de l'Allier, les supermarchés britanniques Waitrose annonçaient suspendre immédiatement la vente de produits de la marque Herta, leader de la charcuterie en [France](#). Les images, compilées sur une musique angoissante avec un minimum de commentaires, dévoilaient des cochons entassés, la queue coupée, souffrant de hernies, des porcelets mort-nés sanguinolents jetés dans un bac, des antibiotiques « interdits »... Autant de « preuves », selon l'organisation, de conditions d'élevage « inhumaines » imposées aux cochons au mépris du respect de normes élémentaires.

« Waitrose a pris la mesure des souffrances des animaux dans cet élevage Herta censé être ce que la marque a de mieux à proposer », se félicitait aussitôt Sébastien Arsac, l'un des fondateurs du mouvement. « Elle prend aussi ses responsabilités dans la lutte contre l'antibiorésistance... » Un discours relayé par la quasi-totalité des médias nationaux, sans la moindre prise de distance : les taux de mortalité de cet élevage, régulièrement inspecté, sont-ils supérieurs à la moyenne ? Les animaux peuvent-ils avoir été regroupés pour les besoins du tournage ? Les médicaments filmés ont-ils été administrés hors prescription vétérinaire ? [Rien, sur les images, ne permettant de juger de la réalité des faits allégués](#), la marque s'est murée dans le silence en attendant les résultats d'une enquête inopinée lancée la veille de la publication par les services vétérinaires de la préfecture de l'Allier.

[Lire aussi Élevage de porcs : ce que montrent vraiment les images de L214](#)

« Je ne comprends pas que les médias n'aient pas attendu d'en savoir plus avant de torpiller cet élevage », souffle une source des services du département, alertée en début de semaine par une « journaliste »... britannique, qui avait reçu la vidéo plusieurs jours à l'avance. L'article de Sophie Kevany, en réalité communicante pour plusieurs organisations de bien-être animal, paraît dans le prestigieux quotidien *The Guardian*, au sein d'une rubrique financièrement sponsorisée par l'Open Philanthropy Project, une fondation finançant à la fois L214 et différentes start-up investies dans la viande cellulaire* et les substituts végétaux à

la viande** ! La confusion des genres, évidente, passe inaperçue aux yeux du public, et l'émotion suscitée par l'article est telle que la chaîne Waitrose s'incline avant même de connaître les résultats de l'enquête... Des résultats qu'on attend toujours : ces investigations prennent du temps.

Montages trompeurs

« L'effet de sidération est fondamental dans la stratégie de L214 », analyse Frédéric Denhez, auteur d'essais sur la cause végane. « L'émotion ressentie par le consommateur à la vue de ces images empêche toute prise de distance et annihile sa raison », poursuit-il, au point de rendre suspecte toute tentative d'explication. Car on ne peut excuser l'horreur... Les partenaires des enseignes ciblées sont sommés de prendre position dans l'instant, au risque de subir à leur tour une campagne de *name and shame* virulente. « La lutte est perdue d'avance... » Les comptes rendus de vérification des services vétérinaires, la plupart du temps, passent inaperçus, même lorsqu'ils dédouanent l'élevage de tout manquement.

À Montboison, dans la Drôme, un éleveur de cailles visé au printemps 2019 par une vidéo de L214 [ne s'en est pas relevé](#). « En quelques jours, tous nos clients se sont détournés et nous avons perdu un investisseur », raconte Tomy Valentin, ancien actionnaire de l'entreprise Drôme Cailles, qui a fermé ses portes les mois qui ont suivi, laissant sur le carreau 37 salariés. « Ce sont 37 familles frappées par le chômage, on ne sait pas ce qu'on va faire des bâtiments... Les cailles sont maintenant importées d'[Asie](#), et le couple d'éleveurs est traumatisé. On les a traités de nazis dans toute la France ! » L'enquête de la préfecture conclura pourtant à « des conditions d'élevage des animaux conformes aux attentes et ne correspondant pas aux images diffusées ». Le public n'en saura rien : la presse locale se contentera d'un entrefilet. Quelle importance ? « Nous soulevons des problèmes systémiques », explique la porte-parole de L214 Brigitte Gothière. Elle explique que le but n'est pas de pointer des manquements particuliers, mais de dévoiler « la réalité d'un système » et d'augmenter la pression sur les entreprises. Quitte à diffuser des montages trompeurs, avec l'objectif avoué de briser le commerce.

En septembre 2020, des images tournées chez le leader européen de l'élevage de faisans Gibovendée [montraient des milliers de volatiles enfermés dans des cages](#) en métal, sans préciser qu'il s'agissait là des pondeurs, les oiseaux grandissant en réalité dans de gigantesques volières de plusieurs hectares. « L'entreprise emploie 180 salariés et exporte vers l'[Angleterre](#) un quart de sa production », décrypte l'avocat de Gibovendée, M^e Alexandre Varault. En 2017, une première vidéo avait permis de faire pression sur les compagnies maritimes transportant les volatiles vers l'Angleterre. « Leurs services commerciaux ont été inondés de messages montrant des images de bêtes martyrisées. Brittany Ferries a cédé la première, puis les autres ont suivi. » Mais l'élevage avait, depuis, trouvé un autre transporteur avec [Eurotunnel](#). D'où cette nouvelle campagne choc, L214 sommant la société de « [cesser de participer à ce commerce de chair à fusil](#) ».

On n'est pas encore dans la police de la pensée, mais on s'en approche...

« L214 ne cherche pas à améliorer la condition animale, mais à dénoncer tout le système social et économique qui soutient un modèle », décrypte un membre des services de renseignements, qui surveillent désormais étroitement ces mouvements « antispécistes » dont la radicalité inquiète d'autant plus que leurs modes opératoires, et leurs luttes, convergent avec ceux de l'ultra-gauche. Au point que cette large mouvance est aujourd'hui considérée comme la deuxième menace majeure, juste après le terrorisme. Au [ministère de l'Agriculture](#), une cellule spéciale suit désormais ces mouvements, en lien avec l'Intérieur et les services de renseignements. Le sujet est hautement sensible, décrypte une source très informée : « Chacun a naturellement le droit de défendre ses convictions, les antispécistes comme les autres. Mais les modes opératoires sont illégaux. Et au-delà, il y a clairement une manipulation de l'opinion : c'est une lame de fond qui vise à renverser des habitudes de société, par des gens qui n'ont aucun respect des règles démocratiques. »

Avec des conséquences sociétales et économiques réelles. « Il y a un vrai enjeu de protection des populations quand une organisation manipule les esprits, avec des modes opératoires illégaux et des financements opaques, mus par des intérêts mercantiles qui ne sont pas toujours clairs. Ces mouvements

veulent imposer une idéologie, en maniant à la fois la honte et la menace, appuyés par une sémantique faite pour marquer. » « On n'est pas encore dans la police de la pensée, ajoute cette source, mais on s'en approche... »

« Préparer l'acceptation » pour abolir la viande

Car c'est l'autre grande victoire de L214 : avoir réussi à imprégner l'espace public en un temps record, sans que soit jamais discuté le modèle de société que l'organisation cherche à imposer. Créée en 2008 par une poignée de militants antispécistes, qui s'étaient rencontrés dans le combat contre le gavage des oies, l'organisation a pourtant immédiatement théorisé sa stratégie. Si le public connaît surtout les visages du couple médiatique que forment Brigitte Gothière et Sébastien Arzac, il voit rarement le troisième fondateur de L214, qui est aussi son « cerveau » : Antoine Comiti. À la tête d'une start-up (Ki Lab) qui commercialise des applications digitales pour le secteur de la santé, le président de L214 préfère rester dans l'ombre. Pourtant, ses écrits méritent attention.

En février 2008, année de la création de L214, dans un [article intitulé « Abolir la viande »](#) publié dans les *Cahiers antispécistes* dont il est l'un des piliers, il dévoilait sa stratégie : « Il faut dès maintenant œuvrer à l'interdiction légale de la production et de la consommation de chair animale. [...] Pour mettre un terme au sort hideux réservé aux animaux mangés, il faut que la question soit portée (aussi) au niveau politique. [...] Il y a une foule de mesures partielles qui sont cohérentes avec la marche vers l'abolition : faire reculer et disparaître les subventions à l'élevage et la pêche, taxer la viande, faire respecter le droit de non-viande (possibilité de repas sans produits animaux dans la restauration collective), empêcher des ouvertures ou extensions d'élevages, contrer la propagande présentant les produits animaux comme indispensables à la santé, obtenir l'interdiction de produire et d'importer tel type de viande obtenu dans des conditions particulièrement atroces... » L'abolition serait longue à obtenir, poursuivait-il. « Mais avant ce jour, nombre de mesures partielles peuvent constituer des signes qui rendent de plus en plus crédible, palpable, qu'on tend vers l'abolition de la viande. Elles préparent l'acceptation, la volonté d'en finir avec le sacrifice des animaux à des fins alimentaires. » Jusqu'à ce qu'un « point de bascule » soit atteint, après lequel plus aucun retour en arrière ne serait possible...

Après quelques premiers succès remportés grâce aux images tournées dans des abattoirs, [qui vont réellement ouvrir les yeux du public](#) sur des pratiques indignes (et forcer un vaste mouvement de réforme et de rénovations), l'organisation, dont la notoriété reste alors confidentielle, va affiner sa stratégie grâce au soutien d'experts américains de l'agit-prop : les membres de l'association activiste The Humane League, puissante ONG américaine passée maître dans l'art du harcèlement d'entreprises, se déplaceront en France pour former les membres de L214, comme le raconte le militant Jean-Baptiste Del Amo dans son livre *L214, une voix pour les animaux*, les accompagnant même à leur premier rendez-vous avec Sodexo... Après une campagne éclair présentant le logo de l'entreprise barré d'un poignard sanglant. Sodexo s'engage à cesser d'utiliser des œufs de poules élevées en batterie. La première d'une longue série : [Monoprix, Lidl, Carrefour, Auchan...](#), visées l'une après l'autre par des [campagnes d'humiliation publique](#) fortement médiatisées, lui emboitent le pas, jusqu'à Emmanuel Macron qui, en pleine campagne électorale, s'engage à interdire « d'ici 2022 » la vente (aux consommateurs seulement) d'œufs de poules élevées en cage.

Les dons : une subvention indirecte de 4,3 millions d'euros

Les résultats tangibles obtenus par L214 lui attirent rapidement une foule de sympathisants de la cause animale, sincèrement convaincus que l'organisation cherche pacifiquement à améliorer les pratiques d'élevage. L214 a pourtant rapidement rompu ses liens avec les organisations « welfaristes » (accusées de vouloir maintenir un système par définition « tortionnaire »), et ne participe pas aux réunions organisées entre élus, associations et ONG de défense de la cause animale afin d'améliorer la législation. « Ils ne consacrent pas un euro à aider concrètement les animaux, pas un », s'enflamme la députée (LREM) Martine Leguille-Balloy, par ailleurs spécialiste du droit de la santé animale. « Toutes les autres galèrent pour financer des refuges, offrir une seconde vie aux animaux. Eux ? Leur argent part dans la manipulation des esprits pour forcer un changement de société, avec l'aide des marchands de viande alternative. Ce n'est pas grave d'être mercantile. Mais manipuler l'opinion, ça suffit ! »

Or l'argent, il y en a beaucoup. En à peine trois ans, les financements de L214 ont littéralement explosé. En 2019, l'organisation a récolté 4 812 982 euros de dons, provenant à 89 % de particuliers. Elle dispose par ailleurs toujours des fonds (1,14 million d'euros) versés en 2017 par l'Open Philanthropy Project. Enfin, afin de pouvoir recueillir des héritages, l'organisation a créé un « fonds de dotation » qui a déjà amassé un pactole : 2,7 millions d'euros pour la seule année 2019, année durant laquelle il a aussi encaissé 1,05 million de la vente d'un bien immobiliser précédemment légué. Automatiquement reconnu d'« utilité publique » (une bizarrerie de la loi), ce fonds est exonéré de droits de mutation, qui se montent d'ordinaire à 60 % de la valeur du bien... En contrepartie, il doit justifier l'emploi de cet argent dans un rapport dédié, qui n'a jamais été publié. Au total, L214 a donc engrangé pour la seule année 2019 la coquette somme de 8 560 802 euros, tous défiscalisés. Le manque à gagner fiscal pour l'État s'élève à... 4,3 millions d'euros.

Dans la majorité, plusieurs commencent à s'en émouvoir. « À quel titre l'État subventionne-t-il des opérations illégales, dont le but affiché est de détruire un pan de notre économie ? », tempête le député (et éleveur) LREM Jean-Baptiste Moreau, excédé par la « naïveté » de nombreux politiques, qui ont soutenu le Référendum d'initiative populaire (RIP) animaux.

Les intérêts troubles du « RIP animaux »

Car si les luttes de L214 rencontrent un tel écho, c'est aussi parce qu'elles recourent les intérêts d'acteurs de la finance et de la grande distribution. « Les grandes surfaces ont tout de suite vu l'intérêt qu'il y avait à imposer aux consommateurs la vente plus chère d'œufs label, sur lesquels les marges sont plus élevées », grince un acteur du secteur. Et les financiers sont entrés dans la danse : porté par des figures populaires, comme le journaliste Hugo Clément, Stéphane Bern ou le député Cédric Villani, [le RIP animaux](#) a en réalité été créé par un trio de patrons français, qui ont lourdement investis dans les alternatives végétales à la viande, et dans la viande cellulaire.

À l'origine du RIP, une association créée tout exprès : l'Association pour la cause animale, dont les statuts ont été déposés par la sœur et l'ex-femme de Xavier Niel, patron de Free, dont le fonds d'investissement s'est récemment lancé dans l'acquisition d'entreprises de distribution et de consommation « à forte responsabilité sociale et environnementale ». Il est aussi l'un des plus gros investisseurs de la start-up [Les Nouveaux Fermiers](#), dont les premiers steaks et nuggets végétaux sont fort opportunément apparus dans les rayons de Carrefour et de Monoprix en octobre..., la semaine même où une proposition de loi inspirée du RIP était débattue à l'Assemblée nationale. Marc Simoncini (Meetic) et Jacques-Antoine Granjon (Veepee) ont, eux, investi plusieurs millions d'euros dans « Poule House », un concept d'« œuf éthique » qui propose (à prix d'or !) le « premier œuf qui ne tue pas la poule avec un mode de production sans abattage ». De remarquables coups marketing, servis par L214, qui multiplie les publicités sur son site Internet pour les « alternatives végétales à la viande » et en fait la promotion active... Jusque dans les écoles, auxquelles l'organisation consacre 16 % de son budget, inondant la communauté enseignante de vidéos, mallettes et kits « pédagogiques » détaillant les méfaits de l'élevage pour l'environnement. Autant de futurs clients pour milliardaires avertis...

« Un mouvement d'essence élitiste »

« La force de ces mouvements aux intérêts convergents, c'est qu'il est devenu quasiment impossible de les critiquer ou d'avoir le moindre discours nuancé, puisque l'argument moral écrase tout », déplore un chercheur de l'Inra, spécialiste du bien-être animal, insistant sur l'anonymat par crainte de devenir, lui aussi, une cible. « La force de conviction rencontre la puissance du marketing. C'est dommage, parce que certaines des choses dénoncées par L214 frappent juste. On sait désormais que les animaux dotés d'une moelle épinière souffrent, ce sont des données dont on doit tenir compte. Mais imaginer un monde sans élevage ? Un monde sans pâturages, sans nourriture pour les chats, un monde de carences... Aujourd'hui, 9 millions de Français sont en situation de précarité alimentaire. Comment pourront-ils payer ? »

C'est l'impasse que pointe également Jean-Baptiste Moreau, désigné comme « agissant contre les animaux » sur le site de fichage des politiques mis en place par L214 (et qui recense plus de 3 500 élus).

« Concrètement, les actions de L214, en affaiblissant notre élevage, soutiennent l'importation de produits

moins-disants. On importe déjà 80 % des poulets de la restauration ! » Face à la question, Brigitte Gothière élude, comme dans un angle mort. Pour Frédéric Denhez, le véganisme rencontre une popularité croissant car « c'est un mouvement d'essence élitiste. Il permet à la bourgeoisie de gauche de se différencier socialement. Pour le peuple, la viande a été une conquête sociale, au même titre que la voiture. Et c'est encore souvent le seul luxe qui reste au sein d'un foyer. L214 promet aujourd'hui une agriculture paysanne, qui produira une viande alternative, mais à quel prix ? Ils sont les idiots utiles d'un système purement industriel qui prétend tout hygiéniser. C'est tout sauf révolutionnaire. » Et d'autant plus dommage, pour Ludovic Lecarpentier, vétérinaire fortement engagé pour la cause animale, que « la France a pris un retard fou dans les améliorations à apporter à ses pratiques d'élevage. Diaboliser les acteurs, à mon sens, ne fait pas avancer la cause. Cela ne fait que fracturer davantage la société... »

*The Good Food institute

** Impossible Food.